

[Texte]

or \$30,000. This fellow spent a half a million dollars and he is still standing in the line waiting to get more. The kind of equipment they use, the kinds of things they need, and the molecular level at which they are working lead to the suggestion that they can be brought together in one place where technology is easily transferable. They are not things that need direct delivery.

I would argue that the federal role in research should move away from trying to solve real problems in what I call "public satisficing" and move back to the very fundamentals that will be very difficult for any of the other agencies to cover. Leave the real-time problem solving to provincial agencies and universities that are closer to the ground and have more flexibility.

Another item upon which I feel strongly is the need for a national forest information base. This comes very close to being research. Strange as it may seem, it is very difficult to create such a data base or an information base. It is not done by simply adding the numbers provinces send in. Every bit of data has context. When it is lifted out of that context and used, it invariably adds to confusion rather than to knowledge.

It is the consummate example of federal-provincial need for co-operation and federal-provincial stress right now. The provinces are in possession of the data necessary for the creation of a federal policy, but if the provinces offer up their data, the way it gets converted into information is out of their control. They have enough examples of data being misused that they are uneasy about making this release. There is now in Forestry Canada an attempt to try to build that back literally by going and visiting every one of these.

Much of what is said about forests and forestry in the media today is nonsense and it comes from the use of incomplete data. It comes from the use of that data and lifting it out of context.

Let me summarize. I think there is a major need for a process of reaching sound choices, not for the imposition of choice but for the later-reach choice. The last thing we need is mandated choice. That will not serve society in the long run. We need a system that allows the choices to change as the forests and the society change.

I would suggest that sustainable development is possible but it will not occur without great effort and without considerable change in the way we, as a society, operate. It will particularly not work if we respond simply by vote. We have to find ways to move away from choosing the ins we wish to reach and the means we are willing to use independent of one another.

[Traduction]

ordinaire pour environ 20,000\$ à 30,000\$. Il a dépensé un demi-million de dollars et tend toujours la main pour en recevoir un peu plus. Le type de matériel utilisé, le genre de choses nécessaires, et le travail au niveau moléculaire, tout amène à penser qu'il faudrait concentrer les efforts en un seul endroit où la technologie pourrait être transférable. Il ne s'agit pas là d'un domaine où le contact direct s'impose.

À mon avis, le gouvernement fédéral devrait modifier son rôle dans le secteur de la recherche, cesser d'essayer de régler des questions intéressant le public et revenir aux questions fondamentales que les autres organismes ne peuvent étudier. Il faudrait laisser aux universités et aux gouvernements provinciaux, qui ont plus de souplesse et sont plus proches de la base, le soin de régler les problèmes immédiats.

Je crois également qu'il devrait y avoir une base de données nationales sur les forêts. C'est presque de la recherche. Aussi étrange que cela puisse paraître, il est très difficile de créer une banque de données ou une base de données de ce genre. On n'y parvient pas simplement en additionnant les chiffres que fournissent les provinces. Chaque donnée se situe dans un contexte particulier. Lorsqu'on la retire de ce contexte et qu'on s'en sert, cela complique les choses au lieu d'accroître les connaissances.

Les forêts sont le parfait exemple d'un secteur qui exige une collaboration entre les deux paliers de gouvernement. Il y existe beaucoup de frictions entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux dans ce domaine. Les provinces possèdent les données nécessaires à l'élaboration d'une politique fédérale, mais si elles les cédaient, elles n'exerceraient plus aucun contrôle sur leur utilisation. Elles savent qu'à plusieurs reprises les données qu'elles ont fournies ont été mal utilisées et elles hésitent à les communiquer. Forêts Canada essaie de leur redonner confiance en allant visiter chacune des provinces.

Les médias parlent à tort et à travers des forêts et de la foresterie, et ces erreurs sont attribuables à l'utilisation de données qui ne sont pas complètes. On s'en sert en dehors de tout contexte.

Permettez-moi de résumer. Je crois qu'il faut arriver à des choix sains, mais qu'il ne faut pas les imposer. Il faut penser à plus long terme. Il ne faut pas imposer de choix. À long terme, cela ne servira absolument pas à la société. Nous avons besoin d'un système qui permette d'assurer que ces choix changeront avec l'évolution des forêts et de la société.

À mon avis, le développement durable est une chose possible, qui ne se produira cependant pas à moins qu'on ne déploie de vastes efforts et qu'on n'apporte des changements importants à la façon dont la société fonctionne. Le développement durable sera impossible si nous réagissons simplement en votant. Nous devons trouver des façons de distinguer entre les objectifs que nous voulons atteindre et les moyens que nous sommes disposés à choisir pour y parvenir.